

CEPII

L'économie mondiale 2007



La Découverte

9 bis, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris

Chronologie de l'économie mondiale

*Khalil Aggiouri**

2005

1^{er} juillet – Le Royaume-Uni prend la présidence de l'Union européenne pour six mois.

6-8 juillet – À Gleneagles (Royaume-Uni), le 31^e sommet du G8 a pour thèmes principaux le développement de l'Afrique et la lutte contre le réchauffement climatique. Pour répondre aux objectifs du millénaire, les Huit prévoient une augmentation de l'aide globale au développement de 50 milliards de dollars par an, dont au moins la moitié ira à l'Afrique. Ils confirment l'annulation de la dette annoncée par le G7 le *10 juin 2005*.

7 juillet – Les tempêtes tropicales dans le golfe du Mexique mènent le pétrole à de nouveaux sommets à New York et à Londres en raison des craintes de pénurie. Le *10 août*, le brut

atteint 65 dollars à New York. Le *11 août*, il franchit cette barre à Londres.

13 juillet – Le gouvernement français définit 67 pôles de compétitivité, dont 6 à « vocation mondiale », avec l'objectif de relancer l'innovation en France et favoriser le retour à l'emploi. 1,5 milliard d'euros sera débloqué sur trois ans.

13 juillet – L'ex-PDG de l'opérateur de télécommunications américain WorldCom, Bernard Ebbers, reconnu coupable de fraude et complot, est condamné à 25 ans de prison.

18 juillet – Les banques publiques allemandes (40 % du marché domestique), perdent leur garantie d'État historique, suite à une décision de la Commission européenne. Elles devront se refinancer aux mêmes conditions que leurs concurrents privés.

* Khalil Aggiouri est étudiant à l'Institut d'études politiques de Paris.

20 juillet – Les rumeurs d'OPA de PepsiCo sur Danone conduisent le CAC 40 à des sommets. Le Premier ministre Dominique de Villepin affirme alors son attachement au « patriotisme économique ». Le *24 juillet*, l'Autorité des marchés financiers (AMF) déclare que PepsiCo lui a confié qu'il ne préparait pas d'OPA. Le titre Danone perd plus de 7 % dans la journée du *25 juillet*.

20 juillet – Chevron Texaco, 2^e compagnie pétrolière américaine, rachète UNOCAL.

21 juillet – Pékin renonce à la parité fixe yuan-USD datant de 1994, pour un flottement géré en référence à un panier de monnaies. Cette décision s'accompagne d'une réévaluation de 2 % du yuan vis-à-vis du dollar (1USD = 8,11 yuans).

28 juillet – Par un vote très serré (217 pour, 215 contre), la Chambre des représentants américaine ratifie l'Accord de libre-échange Amérique centrale signé en mai 2004 par le Costa Rica, le Guatemala, Honduras, le Nicaragua, le Salvador, la République dominicaine et les États-Unis.

août – Suite à la sécheresse et aux invasions acridiennes de 2004, une crise alimentaire sévit au Niger, au Mali et au Malawi. La FAO renouvelle le *2 août 2005* son appel pour financer l'aide alimentaire au Niger. Elle estime que la pénurie

alimentaire touche 2,5 millions de personnes, dont 800 000 enfants. Le *9 août*, le président Mamadou Tandja annonce qu'il n'y a pas de famine au Niger, provoquant les critiques de plusieurs ONG.

1^{er} août – L'OMC, saisie par neuf pays latino-américains, rejette le nouveau système d'importations de bananes prévu par l'UE. Le rapport d'arbitrage juge que le tarif de 230 euros par tonne que l'UE veut appliquer sur les importations en provenance d'Amérique latine est trop élevé, les pays ACP n'y étant pas soumis.

5 août – La Banque d'Angleterre diminue son taux directeur d'un quart de point, à 4,50 %, pour la première fois depuis deux ans.

8 août – Le plan national pour l'énergie, présenté par George W. Bush en mai 2001, est adopté par le Congrès à l'issue de quatre ans de débats. Afin de réduire les importations pétrolières, ce plan entend diversifier les sources énergétiques notamment par une relance du nucléaire, des subventions et crédits d'impôts en faveur des nouvelles énergies.

9 août – Le Premier ministre japonais Junichiro Koizumi décide d'anticiper de deux ans les élections législatives, après avoir été désavoué par son parti, le Parti libéral démocrate

(PLD), sur son projet de privatisation de la Poste. Le *11 septembre*, le PLD obtient 296 sièges sur les 480 que compte la Chambre basse. Cette victoire électorale permet à Koizumi d'imposer son projet : la loi de privatisation de la Poste est adoptée le *11 octobre*.

10 août – Le groupe Suez lance une OPA de 11,2 milliards d'euros sur sa filiale énergétique belge Electrabel. Le *24 août*, le conseil d'administration d'Electrabel donne son feu vert au projet d'OPA et Suez, déjà actionnaire majoritaire, rachète les actions restantes du capital d'Electrabel.

12 août – Le groupe américain Yahoo! acquiert une participation de 40 % dans Alibaba, premier site chinois de commerce en ligne, pour un milliard de dollars.

16 août – Les entreprises chinoises Anshan Iron and Steel Group et Benxi Iron and Steel Group, respectivement deuxième et cinquième aciéristes nationaux, fusionnent. Le nouveau groupe, baptisé AnBen, ambitionne de faire partie des six premiers sidérurgistes mondiaux d'ici 2010.

30 août – Le cyclone Katrina s'abat sur les côtes de la Louisiane, du Mississippi et de l'Alabama faisant plusieurs milliers de morts. L'arrêt des raffineries touchées par l'ouragan fait peser la menace d'une

pénurie durable d'essence. Le prix du baril passe la barre des 70 dollars lors des échanges électroniques précédant la cotation officielle.

2-26 septembre – Une grève chez le constructeur aéronautique Boeing paralyse les chaînes de montage de la firme aux États-Unis. Elle s'achève le 26 septembre avec un accord sur un nouveau contrat de travail pour trois ans (primes, hausse des retraites, maintien du programme d'assurance-maladie de l'entreprise).

13 septembre – Le premier site mondial d'enchères en ligne, eBay, acquiert la start-up Skype, société de téléphonie sur Internet, pour 2,6 milliards de dollars, avec 1,5 milliard supplémentaire payable en 2008 ou 2009, sous forme d'actions ou en cash, en fonction des performances de Skype.

14 septembre – Delta Airlines et Northwest Airlines, 3^e et 4^e compagnies aériennes américaines, se mettent en faillite. Touchées par la hausse des carburants, avec respectivement 16 et 8,4 milliards de dollars de dettes, elles se placent sous la protection du chapitre xi de la loi sur les faillites qui leur permet de continuer leur activité en prenant des mesures de restructuration.

14-16 septembre – Lors du sommet mondial de l'ONU, les États membres réaffirment

les objectifs du millénaire et soulignent leur attachement au Consensus de Monterrey (2002) qui recommande aux pays développés de consacrer 0,7 % de leur PIB à l'APD.

15 septembre – Après vingt ans de négociations, un accord entre l'UE et les États-Unis sur le commerce des vins est signé à Bruxelles.

19 septembre – En Allemagne, avec 35,2 % des voix, l'union conservatrice CDU-CSU, conduite par Angela Merkel, devance de justesse le SPD du chancelier sortant (34,1 %) mais n'obtient pas la majorité absolue au Bundestag. Le *11 octobre*, Angela Merkel est désignée pour diriger une coalition où la CDU et le SPD reçoivent le même nombre de portefeuilles. Le *22 novembre*, elle est élue chancelière par le Bundestag.

24-25 septembre – À l'occasion de leur 60^e Assemblée annuelle, la Banque mondiale et le FMI approuvent la proposition du G8 d'annuler les 40 milliards de dollars de dettes contractées par dix-huit pays pauvres très endettés auprès du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement. Le débat sur la réforme du FMI, qui porte notamment sur le renforcement du poids des pays émergents, est relancé.

28 septembre – En Italie, ouverture du procès des dirigeants du groupe alimentaire Parmalat jugés pour manipulation des cours de Bourse et fausses déclarations aux marchés financiers.

29 septembre – Le groupe gazier russe, Gazprom, premier producteur mondial, annonce l'achat pour 13 milliards de dollars de 73 % du pétrolier Sibneft à Millhouse Capital, le holding de Roman Abramovitch.

4 octobre – Ouverture des négociations en vue de l'adhésion de la Turquie et de la Croatie à l'Union européenne. Le *17 décembre*, le Conseil européen, suivant l'avis favorable de la Commission, octroie à la Macédoine le statut de candidat à l'adhésion.

8 octobre – Un séisme d'une magnitude de 7,6 sur l'échelle de Richter frappe le Pakistan et l'Inde. Le nombre de victimes est estimé à 86 000.

18 octobre – Confronté à des pertes historiques (près de 4 milliards de dollars sur les neuf premiers mois de l'année), General Motors lance un plan de sauvetage. Le groupe veut céder le contrôle de sa filiale financière GMAC et décide de diminuer ses dépenses de couverture médicale.

24 octobre – Ben Bernanke, chef du Conseil économique de la Maison Blanche, est

nommé, en remplacement d'Alan Greenspan, à la tête de la FED. Il se dit favorable à la transparence de la politique monétaire et à l'annonce d'objectifs précis en matière d'inflation. Il prendra ses fonctions le *31 janvier 2006*.

2 novembre – L'Espagnol Telefonica lance une OPA sur O2, le leader anglais de la téléphonie mobile. C'est la plus importante fusion-acquisition dans le secteur depuis le rachat d'Orange par France Télécom en juin 2000.

2 novembre – Les renseignements téléphoniques français jusque-là détenus par France Télécom et les opérateurs mobiles s'ouvrent à la concurrence. 27 fournisseurs ont obtenu des numéros, les prix vont de 0,56 à 1,12 euro l'appel.

4-5 novembre – Le 4^e sommet des Amériques, réunissant les 34 chefs d'État du continent américain, à l'exception de Cuba, consacre les tensions entre les différents États participants. La zone de libre-échange des Amériques, lancée en 1994 et soutenue par 29 pays, dont les États-Unis et les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes, est rejetée par les pays du Mercosur et le Venezuela qui refusent d'ouvrir leurs marchés tant que ne seront pas supprimées les subventions agricoles des États-Unis et de l'Europe.

8 novembre – Un accord sur les importations de textiles chinois aux États-Unis est signé à Londres après plusieurs mois de négociation. L'accord limite la croissance moyenne des exportations de vêtements chinois à 10 % en 2006, 12,5 % en 2007 et 15 % en 2008. Pour les produits textiles, les taux sont de 12,5 % en 2006 et 2007 et de 16 % en 2008.

12-13 novembre – Au 13^e sommet de la SAARC (Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale) à Dacca, les sept pays membres (Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka) décident d'orienter leur politique des dix prochaines années sur la lutte contre la pauvreté. Le principe de l'entrée de l'Afghanistan dans l'organisation est accepté. Enfin, l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2006, de l'accord de libre-échange en Asie du Sud (SAFTA) est confirmée.

21 novembre – EDF fait son entrée en Bourse. EDF a offert 188 millions d'actions nouvelles pour 7 milliards d'euros, ce qui en fait la plus importante introduction en Bourse de 2005 et la plus importante jamais réalisée sur Euronext.

2 décembre – La BCE relève, pour la première fois depuis cinq ans, son taux directeur de 25 points à 2,25 %. Cette décision est motivée par les

pressions inflationnistes dans la zone euro.

2 décembre – Les trois opérateurs mobiles Orange, SFR et Bouygues Telecom sont condamnés par le Conseil de la concurrence à payer 534 millions d'euros pour s'être entendus sur un partage du marché entre 2000 et 2002.

6 décembre – Le Premier ministre britannique Tony Blair propose de réduire le budget 2007-2013 de l'UE à 1,03 % du revenu national brut européen. Il souhaite limiter l'aide aux dix nouveaux États membres mais accepte de réduire le « rabais » britannique. Le 17 décembre, un accord est obtenu. Le rabais britannique sur 2007-2013 sera réduit de 10,5 milliards d'euros. Le budget sera porté à 1,045 % du RNB.

6 décembre – Les membres de l'OMC s'entendent sur une modification de l'accord sur la propriété intellectuelle en donnant un caractère permanent à la Décision sur les brevets et la santé publique adoptée le 30 août 2003. Celle-ci autorise les pays pauvres non producteurs de médicaments touchés par le sida, la tuberculose ou la malaria à importer des médicaments génériques. L'accord, critiqué par différentes ONG qui jugent le dispositif de l'OMC inefficace, entrera en vigueur avant le 1^{er} décembre 2007.

8 décembre – Gazprombank, filiale bancaire du géant gazier Gazprom, ouvre 30 % de son capital à la banque allemande Dresdner Bank, pour près de 700 millions d'euros.

10 décembre – L'intégration du Venezuela au Mercosur est décidée. Le processus d'adhésion durera au moins un an pour permettre au 5^e membre de l'organisation de s'adapter aux règles communes, notamment au tarif douanier extérieur.

12 décembre – La conférence de Montréal sur le réchauffement climatique s'achève sur un accord des 157 pays signataires du protocole de Kyoto pour lancer des discussions sur de nouveaux objectifs de réduction des émissions. Les Américains, qui refusent depuis 2001 toute forme d'engagement contraignant sur les questions climatiques, acceptent de participer à un « dialogue informel ».

12-14 décembre – Le 1^{er} sommet de l'Asie orientale rassemble seize pays asiatiques, dont la Chine, l'Inde et le Japon, ainsi que les dix pays de l'ASEAN, en présence de la Russie qui y assiste en tant qu'observateur. L'objectif est de lancer une Communauté d'Asie orientale de libre-échange, mais les tensions sino-japonaises bloquent toute avancée réelle.

13-18 décembre – À Hong Kong, lors de sa 6^e conférence ministérielle, l'OMC adopte une déclaration censée relancer les négociations sur la libéralisation des échanges mondiaux. L'accord prévoit l'élimination fin 2013 des subventions à l'exportation des produits agricoles des pays riches. Ces derniers devront s'engager à importer, à partir de 2008, 97 % des produits des pays les moins avancés (PMA) sans droit de douane ni contingent. Enfin, les subventions à l'exportation de coton seront éliminées par les pays développés en 2006.

14 décembre – Michel Pébereau, président de BNP Paribas, remet son rapport sur la dette française au ministre des Finances, Thierry Breton. Ce document très critique appelle l'État à « rompre avec la facilité de la dette publique ». Évaluant celle-ci à 1 100 milliards d'euros, il préconise une résorption des déficits publics en cinq ans.

27 décembre – Russes et Ukrainiens s'efforcent de trouver un compromis après la décision de Gazprom de quadrupler le prix du gaz vendu à l'Ukraine. L'UE s'inquiète pour son approvisionnement énergétique. Le 29 décembre, Gazprom menace de cesser ses livraisons, ce qui risquerait de perturber l'approvisionnement de l'Union, dont 6 % de la consommation d'énergie pro-

viennent de Russie *via* le gazoduc ukrainien.

2006

1^{er} janvier – L'Autriche prend la présidence de l'Union européenne pour six mois.

1^{er} février – Après une semaine de négociations, la Pologne et les vingt-quatre autres pays membres de l'UE s'accordent pour prolonger jusqu'en 2010 le régime spécial de TVA, permettant à neuf pays de l'UE d'appliquer des taux réduits de TVA à un ensemble de services « à forte densité de main-d'œuvre ».

6 février – George W. Bush présente son projet de budget fédéral 2006, dont le montant s'élève à 2 770 milliards de dollars. Le déficit prévu atteint 423 milliards. Les crédits militaires (439 milliards) sont en hausse de 6,9 %. Les réductions d'impôts instaurées depuis 2001 deviennent permanentes. L'agriculture, les transports, l'environnement et l'éducation subissent les coupes les plus fortes.

6 février – En Allemagne, pour la première fois depuis quatorze ans, les salariés de la fonction publique font grève. Ils s'opposent à l'augmentation de la durée hebdomadaire du travail.

8 février – Le Parlement européen trouve un accord de

principe sur la directive services, dite Bolkestein. Le très débattu « principe du pays d'origine » est supprimé.

10-11 février – La sécurité énergétique est le thème principal de la réunion des ministres des Finances du G8 présidée par Moscou. La Russie ne prend aucun engagement concret sur la refonte de son marché du gaz, dominé par Gazprom. Par ailleurs, elle annonce vouloir rembourser de manière anticipée sa dette auprès des créanciers du Club de Paris.

13 février – Inculpations dans le scandale financier touchant le groupe japonais Livedoor de services de communication et d'Internet.

13 février – Les États-Unis sont de nouveau condamnés par l'OMC pour leurs subventions aux exportations. Ils devront supprimer le dispositif des *foreign sales corporations* qui permet de larges exonérations fiscales sur les recettes d'exportations.

28 février-1^{er} mars – Une douzaine de pays, dont la France et le Royaume-Uni, décident de créer une contribution internationale de solidarité sur les billets d'avion. Son entrée en vigueur est prévue pour le 1^{er} juillet 2006. Une partie des recettes alimentera la Facilité internationale d'achat de médicaments. De nombreux

pays européens, ainsi que les États-Unis et le Canada, refusent d'adhérer au projet.

5 mars – AT&T rachète BellSouth, 3^e opérateur américain des télécommunications. AT&T qui avait fusionné avec SBC en janvier 2005 redevient, grâce à cette fusion et aux regroupements d'activités entrepris en 2004 et 2005, la première entreprise de télécommunications aux États-Unis devant Verizon.

5-14 mars – Le Parlement chinois approuve le rapport d'activité du gouvernement présenté par le Premier ministre Wen Jiabao et le 11^e plan quinquennal (2006-2010) du pays, dans lesquels sont inscrits les objectifs de réduction des inégalités et de développement rural.

28 mars – 1,5 million de fonctionnaires des administrations locales britanniques fait grève contre la réforme des retraites.

28 mars – Le parlement britannique adopte une nouvelle loi sur l'immigration basée sur un système à points visant une sélection sur la base des qualifications.

3 avril – Après le rachat de l'américain Lucent, Alcatel devient le premier groupe mondial d'équipements de télécommunications.

4 avril – Les gouverneurs des banques centrales du Conseil

de coopération du Golfe (Arabie Saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar) décident la mise en place d'un conseil monétaire, première étape vers la création d'une banque centrale commune, en vue du lancement d'une monnaie unique en 2010.

10 avril – En France, après plus d'un mois de manifestations, le gouvernement retire l'article 8 de la loi sur l'égalité des chances instaurant le contrat première embauche (CPE), contrat de travail destiné aux moins de 26 ans.

19 avril – Le Venezuela annonce son retrait de la Communauté andine (CAN). Le président Hugo Chavez estime que les traités bilatéraux de libre-échange signés avec les États-Unis par le Pérou et la Colombie sont incompatibles avec l'organisation régionale. Le *29 avril*, le président Chavez et le président bolivien Evo Morales, signent avec le dirigeant cubain Fidel Castro un Traité commercial des peuples, pensé comme une alternative au libre-échange promu par les États-Unis.

22-28 avril – Le président chinois Hu Jintao se rend en Arabie Saoudite, au Nigeria et au Kenya pour signer des accords pétroliers. Il se rend aussi au Maroc, considéré par la Chine comme une plate-

forme commerciale vers l'Europe et l'Afrique.

26-27 avril – Les questions énergétiques dominent le 8^e sommet russo-allemand, en raison des menaces de Moscou de « réorienter » ses exportations de gaz vers l'Amérique du Nord ou l'Asie si l'Europe contrariait ses projets commerciaux en Europe. Vladimir Poutine assure à l'Allemagne que la Russie respectera ses engagements en matière de livraisons de gaz à l'Europe.

28 avril – Le PDG du constructeur automobile coréen Hyundai Motor est arrêté, accusé de détournement de fonds et d'abus de confiance.

1^{er} mai – Le président Evo Morales annonce la nationalisation des hydrocarbures boliviens. Le *4 mai*, un sommet de crise sur la sécurité énergétique réunit à Puerto Iguazu en Argentine, les présidents du Brésil, d'Argentine, de Bolivie et du Venezuela. À l'issue du sommet, la Bolivie s'engage à assurer les livraisons de gaz aux compagnies pétrolières étrangères et à renégocier les contrats de manière bilatérale.

9 mai – Le gouvernement, le patronat et les syndicats espagnols signent un accord pour favoriser l'embauche en CDI et réduire l'enchaînement des contrats temporaires.

16 mai – La Commission européenne décide de reporter à octobre 2006 sa décision au sujet de l'adhésion à l'UE de la Bulgarie et de la Roumanie. Elle souligne la persistance de la corruption et de la criminalité organisée en Bulgarie. La candidature roumaine pâtit de l'absence d'un système intégré de gestion des fonds structurels pour l'agriculture et d'organismes payeurs accrédités.

25 mai – Kenneth Lay et Jeffrey Skilling, ex-dirigeants d'Enron, sont reconnus coupables d'entente illicite, fraude et malversations par un tribunal de Houston (Texas). En décembre 2001, la faillite frauduleuse de la société de courtage en énergie, septième société américaine, a constitué un énorme scandale financier. Elle a entraîné la perte de 5 600 emplois et de quelque deux milliards de dollars de capital-retraite. La perte de capitalisation boursière a été chiffrée à 60 milliards de dollars.

30 mai – Le fondateur du groupe coréen Daewoo est condamné à dix ans de prison et au remboursement de 22,5 milliards de dollars pour sa responsabilité dans la faillite de son groupe en 1999.

2 juin – Le New York Stock Exchange rachète, pour 10 milliards de dollars, la Bourse paneuropéenne Euronext, née en 2000, qui regroupe les

places de Paris, Bruxelles, Amsterdam et Lisbonne. La nouvelle entité s'appellera Nyse Euronext.

8 juin – La BCE augmente son principal taux directeur d'1/4 de point à 2,75 %. C'est la troisième hausse depuis le mois de décembre 2005.

16 juin – Les chefs d'État et de gouvernement de l'UE acceptent l'entrée de la Slovénie dans la zone euro. Ils refusent celle de la Lituanie jugeant son inflation (2,8 % en 2006) trop élevée.

25 juin – La création du groupe Arcelor-Mittal est annoncée. Après plusieurs tentatives d'OPA de Mittal Steel Compagny sur l'aciériste européen Arcelor à partir du *27 janvier 2006*, le conseil d'administration d'Arcelor accepte l'offre de Mittal de 26,9 milliards d'euros.

29 juin – La Fed procède au 17^e relèvement successif d'1/4 de point du taux des fonds fédéraux, porté à 5,25 %.

30 juin – En France, le projet de loi relatif à l'immigration et à l'intégration déposé par le ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy est adopté par le Parlement. Il se présente comme l'outil de mise en œuvre d'une « immigration choisie au lieu d'une immigration subie ».

Sources : www.lesechos.fr ;
www.ladocumentationfrancaise.fr.